



ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE

DIRECTION DES ATELIERS D'ART ET DE LA PRESENTATION DES COLLECTIONS (DAAPC)

Service de la Coordination Générale et des Relations avec les Départements

75058 Paris cedex 01

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET DE SERVICE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P.)

2025-010M

FOURNITURE DE BOIS

Maître d'ouvrage :

Etablissement Public du Musée du Louvre (E.P.M.L.)

Direction des Ateliers d'Art et de la Présentation des Collections (DAAPC)

Établi en application du Code de la commande publique

Le présent C.C.P. comporte pages (y compris la page de garde) numérotées de 1 à 24

SOMMAIRE

PREAMBULE	3
RESPONSABILITE SOCIETALE DES ORGANISATIONS	3
TITRE I. Généralités	4
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 2 – PRINCIPALES CARACTERISTIQUES	4
2.1- Mode de passation	4
2.2- Forme et montants du marché.....	4
2.3 - Variantes, options et PSE.....	4
2.4 - Découpage en tranches et en lots.....	4
2.5 – Définition des parties contractantes	4
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
ARTICLE 4 - INTERVENANTS	6
4.1 - Conduite du marché.....	6
4.2 - Représentant(s) du titulaire	6
ARTICLE 5 - SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 6 - DUREE DU MARCHE	7
ARTICLE 7 - CONDITIONS RELATIVES AUX FOURNITURES LIVREES	7
7.1 - Caractéristiques du bois livré.....	7
7.2 – Développement Durable	7
ARTICLE 8 - EMISSION ET ATTRIBUTION DES COMMANDES	9
8.1 – Obligations des parties liées à l'émission des bons de commande.....	9
8.2 – Emission des commandes	9
8.3 - Substitution des produits.....	10
8.4 – Ajout de nouvelles références dans le BPU (dites « commandes spécifiques ») – Prix nouveaux 10	
8.5 – Défaillance du titulaire	11
ARTICLE 9 - MODALITE DE LIVRAISON DU BOIS	11
9.1 – Délais de livraison	11
9.2 – Adresse de livraison	11
9.3 – Conditions de livraison, de transport et d'emballage	12
ARTICLE 10 - VERIFICATION, ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION OU REJET DES PRESTATIONS	13
10.1 - Opérations de vérification	13
10.2 - Décision après vérification – Réception	13
ARTICLE 11 - AVANCE - PRIX – VARIATIONS DES PRIX	15
11.1 - Contenu des prix	15
11.2 - Régime des prix.....	15
11.3 - Promotions	16
11.4 - Avance.....	16
ARTICLE 12 - MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	16
12.1 - Etablissement des factures.....	16
12.2 – Paiement, délai de paiement et intérêts moratoires	17
ARTICLE 13 - PENALITES	18
13.1 - Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations	18
13.2 – Pénalités spécifiques	19
13.3 – Pénalités développement durable	19
ARTICLE 14 - CESSION OU NANTISSEMENT	20
ARTICLE 15 - GARANTIE	20
ARTICLE 16 - ASSURANCE DU TITULAIRE	20
ARTICLE 17 - CONFIDENTIALITE – ACTIONS DE COMMUNICATION	20
17.1 - Clause de confidentialité.....	20
17.2 - Actions de communication	21
17.3 – Protection des données à caractère personnel	21
ARTICLE 18 - EMPECHEMENT DU TITULAIRE A EXECUTER LES PRESTATIONS	22
ARTICLE 19 – RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	22
ARTICLE 20 - DIFFERENDS ET LITIGES	23
ARTICLE 21 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX (CCAG-FCS 2021)	23

RESPONSABILITE SOCIETALE DES ORGANISATIONS

Considérant,

- ✓ *La circulaire du Premier ministre du 25 février 2020 relative aux services publics écoresponsables. Notamment la mesure 20 : Développement d'une stratégie de réduction de l'empreinte carbone du numérique public, comprenant notamment la sensibilisation des agents aux écogestes numériques et l'achat de matériel reconditionné.*
- ✓ *La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (www.legifrance.gouv.fr)*
- ✓ *Loi EGALIM - (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous) qui fait suite aux états généraux de l'alimentation.*
- ✓ *Loi AGECE - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire*
- ✓ *Loi Climat et Résilience - lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets*
- ✓ *Le Dispositif Eco Efficacité Tertiaire (DEET) issu du décret n°2019-771 du 23 juillet 2019, dit "décret tertiaire", impose une réduction des consommations énergétiques progressive pour les bâtiments tertiaires,*

Le musée du Louvre souhaite promouvoir un développement durable et responsable de ses activités & appliquer ces mêmes principes auprès de l'ensemble de ses prestataires, titulaires de marchés.

L'attention du titulaire est en conséquence attirée sur :

- *Le nécessaire respect des obligations environnementales et prescriptions du code de l'environnement français et notamment celles relatives à la gestion des déchets (traitement, valorisation...),*
- *L'importance de limiter les rejets et d'utiliser des technologies sûres, respectueuses de l'environnement et économes en énergies,*
- *L'attachement du musée du Louvre aux moyens et politiques qui favorisent le développement durable dans les prestations réalisées à son intention ainsi que dans les processus globaux,*
- *Le rôle essentiel d'une prise en considération de sa responsabilité sociétale par le biais d'actions d'un impact positif sur le territoire et les populations (économie sociale et solidaire, développement local...) et par la gestion responsable et durable de ses ressources humaines (promotion du handicap, de la diversité, du bien-être au travail...) sûres, respectueuses de l'environnement et économes en énergies,*
- *L'attachement du musée du Louvre aux moyens et politiques qui favorisent le développement durable dans les prestations réalisées à son intention ainsi que dans les processus globaux,*
- *Le rôle essentiel d'une prise en considération de sa responsabilité sociétale par le biais d'actions d'un impact positif sur le territoire et les populations (économie sociale et solidaire, développement local...) et par la gestion responsable et durable de ses ressources humaines (promotion du handicap, de la diversité, du bien-être au travail...)*

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture de bois reconstitué pour le musée du Louvre.

Le marché concerne notamment les ateliers du musée du Louvre suivants :

- Les quatre (4) ateliers de la Direction des Ateliers d'Art et de la Présentation des Collections (DAAPC) :
 - Atelier Menuiserie-Ebénisterie ;
 - Atelier Support Muséographique ;
 - Atelier Marbrerie ;
 - Atelier Installation.
- L'atelier Maintenance et Architecture de la Direction de l'Architecture, de la Maintenance et des Jardins (DAMJ).

ARTICLE 2 – PRINCIPALES CARACTERISTIQUES

2.1- Mode de passation

Le marché est passé selon une procédure **d'appel d'offre ouvert** en application des articles L. 2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-14 du Code de la commande publique.

2.2- Forme et montants du marché

Le marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens des articles L. 2125-1 et suivants et R. 2162-1 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

Le montant maximum de commande sur une durée de 12 mois à compter de sa date de notification, est le suivant : **70 000 € HT**

Les bons de commande sont attribués au titulaire selon les modalités fixées à l'article 8.5 du présent cahier des clauses particulières.

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de douze (12) mois. Il est ensuite reconductible trois fois par période de douze (12) mois, par décision tacite de la personne représentant le pouvoir adjudicateur, sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois.

2.3 - Variantes, options et PSE

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le marché ne comporte pas d'options, ni de prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

2.4 - Découpage en tranches et en lots

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

Conformément aux articles L. 2113-10, L. 2113-11, R. 2113-2 et R. 2113-3 du Code de la commande publique, le marché n'est pas décomposé en lots. En effet, les prestations du marché constituent un ensemble cohérent qui ne comporte pas de prestations qui pourraient être définies comme distinctes.

2.5 – Définition des parties contractantes

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées pour l'Etablissement Public du Musée du Louvre (ci-après « l'EPML », « le musée du Louvre, ou « le pouvoir adjudicateur »).

La conduite du marché est assurée par la Direction des Ateliers d'Art et de la Présentation des Collections (DAAPC) du musée.

Les prestations sont fournies et réalisées par l'opérateur économique titulaire du marché, dont les caractéristiques (siège social, coordonnées...) sont indiquées à l'acte d'engagement (ci-après « le titulaire du marché », « l'entreprise » ou « le prestataire »).

Le titulaire du marché s'engage à désigner, dès son offre, le nom, les coordonnées professionnelles et les références de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution de l'ensemble des prestations en son nom. Il sera adressé à ce référent toutes les communications sur la procédure.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/FCS, le titulaire du marché est tenu de notifier immédiatement à la personne représentant le pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire du marché exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles du présent marché (dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant) sont les suivantes, énumérées par ordre de priorité décroissante :

- **L'Acte d'Engagement (A.E.) et son annexe ;**
Annexes :
 - **Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)**
 - *Détail Quantitatif Estimatif* (le DQE est un document non contractuel) – ce document sert uniquement à l'analyse des prix unitaires ;
- **Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et son annexe ;**
- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (C.C.A.G. / F.C.S), approuvé par arrêté du 31 mars 2021, sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent document ;
- **L'ensemble des textes législatifs et réglementaires* qui s'applique au présent marché ;**
- **Le catalogue du titulaire et/ou les tarifs publics du titulaire ;**
- **L'offre technique du titulaire dans la mesure où celle-ci n'est pas contradictoire avec les dispositions prévues dans les autres documents contractuels.**

**Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date d'établissement de l'offre par le titulaire.*

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi. Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Nota : En cas de contradiction, d'incompatibilités ou de divergences d'interprétation entre les différentes pièces constitutives du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

En cas de contradiction ou de différence entre pièces constitutives, cet ordre servira à déterminer la clause qui s'impose aux parties. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs européens, nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, la notification du présent marché ne comprend qu'une copie de l'acte d'engagement et de ses éventuelles annexes.

Le titulaire s'engage en outre à une exécution des prestations dans le complet respect des règles de l'art.

ARTICLE 4 - INTERVENANTS

4.1 - Conduite du marché

La conduite du marché est assurée par **les quatre (4) ateliers¹ des Ateliers d'Art et de la Présentation des Collections (DAAPC)** ainsi que le **Service maintenance et Architecture (SMA) de la Direction de l'Architecture, de la Maintenance et des Jardin (DAMJ)** du Musée du Louvre.

Les personnes responsables de la conduite du marché sont au sein de chaque service, et sauf précisions contraires apportées par l'EPML au cours de l'exécution du marché, les chefs des cinq (5) ateliers suivants ainsi que leurs adjoints :

- DAAPC - Atelier Installation
- DAAPC - Atelier Menuiserie et Ebénisterie
- DAAPC - Atelier Marbrerie
- DAAPC - Atelier Support Muséographique
- DAMJ - Atelier Maintenance et Architecture

Dès la notification du marché, sera communiqué par voie électronique (mail) au titulaire, l'identité (nom, prénom, adresse mail, numéro de téléphone) des interlocuteurs pour chaque atelier.

Si en cours d'exécution du présent marché, un ou des interlocuteur(s) du titulaire viennent à être remplacé, la personne représentant le pouvoir adjudicateur :

- en avertit le titulaire immédiatement ;
- et communique par ordre de service l'avis d'information au titulaire les noms et coordonnées de la ou des personnes en charge du dossier.

4.2 - Représentant(s) du titulaire

Le titulaire du marché s'engage à exécuter le présent marché avec une équipe qualifiée et employée par lui.

Le titulaire du marché est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés. Ceux-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations. Les prestations faisant l'objet du marché sont placées sous la responsabilité unique du titulaire. Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG/FCS, le titulaire du marché désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'EPML, pour les besoins de l'exécution du marché.

En outre, la bonne exécution du marché suppose que le titulaire du marché désigne un interlocuteur unique en charge du suivi des prestations du présent marché pendant toute la durée de celui-ci. Ce représentant a un pouvoir suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il doit pouvoir être accessible par tout moyen approprié (téléphone, mail) pour répondre à toute question.

Si, pour une raison indépendante de leur volonté, un ou des personnels désignés dans la proposition du titulaire sont dans l'impossibilité d'assurer eux-mêmes la réalisation des prestations, le titulaire du marché en avise le pouvoir adjudicateur. Le titulaire du marché prend alors toutes dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise ni altérée.

¹ Atelier Menuiserie-Ebénisterie ; Atelier Support Muséographique ; Atelier Marbrerie ; Atelier Installation.

Si en cours d'exécution du présent marché, la ou les personne(s) désignée(s) dans l'offre venai(en)t à être remplacée(s), le titulaire a obligation :

- d'en aviser immédiatement la personne représentant le pouvoir adjudicateur,
- de lui communiquer dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de l'avis d'information fait à la personne représentant le pouvoir adjudicateur le nom, les titres ainsi que les coordonnées du ou des remplaçant(s) ;
- de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Dans tous les cas, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de récuser un remplaçant proposé par le titulaire du marché et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant.

Les intervenants doivent observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du musée.

ARTICLE 5 - SOUS-TRAITANCE

Sans objet.

La sous-traitance n'est pas autorisée pour les marchés de fournitures.

ARTICLE 6 - DUREE DU MARCHE

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de douze (12) mois.

Il est ensuite reconductible trois fois par période de douze (12) mois, par décision tacite de la personne représentant le pouvoir adjudicateur, sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois.

Les bons de commande pourront être adressés jusqu'au dernier jour de validité du marché pour une durée d'exécution fixée à trois mois au plus tard après cette date limite de validité.

ARTICLE 7 - CONDITIONS RELATIVES AUX FOURNITURES LIVREES

7.1 - Caractéristiques du bois livré

Le présent marché concerne les bois reconstitués à base de particules (aggloméré, mélaminé, OSB, etc.), de lames de faibles épaisseurs (contreplaqué, latté...), et les autres types d'assemblages (lamellé-collé, stratifié, etc.).

Les bois commandés et leurs dimensionnements doivent être conformes aux caractéristiques techniques présentées dans le présent CCP et le BPU.

Tous les médiums fournis, de plus de 12 mm d'épaisseurs, doivent impérativement être hydrofuges.

7.2 – Développement Durable

L'engagement du musée du Louvre en faveur d'un développement durable se traduit par la déclinaison de sa politique de RSO (responsabilité sociétale des organisations), et le respect des objectifs fixés par le **document-cadre du 20 avril 2023** présentant les orientations stratégiques de l'État en matière d'achat responsable et formulant des recommandations afin de faciliter leur mise en œuvre opérationnelle par les acheteurs de l'État et de ses établissements publics, ainsi que la **loi du 22 août 2021** portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

Le musée du Louvre a donc identifié le marché public de fournitures « FOURNITURE DE BOIS » comme pouvant répondre à ces exigences en matière de développement durable.

7.2.1 – Clauses environnementales obligatoires

Dans une optique de diminution de l'empreinte carbone globale de la prestation, d'économie des ressources, de lutte pour le travail équitable et contre le travail illégal, le titulaire devra obligatoirement respecter les clauses suivantes :

- A.** Les matériaux employés doivent toujours répondre aux **exigences de qualité fixées par l'EPML** et être conformes aux **Normes Françaises AFNOR** homologuées à la date de notification du marché ou toute autre norme reconnue équivalente.

B. Il est demandé au titulaire de fournir du **bois éco certifié**. La gestion durable des forêts signifie la gestion et l'utilisation des forêts et des terrains boisés d'une manière et à une intensité telle qu'elles maintiennent leur diversité biologique, leur productivité, leur capacité de régénération, leur vitalité et leur capacité à satisfaire, actuellement et pour le futur, les fonctions écologiques, économiques et sociales pertinentes aux niveaux local, national et mondial, et qu'elles ne causent pas de préjudices à d'autres écosystème.

Ainsi, le fournisseur aura l'obligation de proposer du bois :

- Soit **certifié FSC** (Forest Stewardship Council) dont le but est de promouvoir avec le plus de fiabilité au niveau international une gestion forestière durable au plan environnemental, bénéfique au plan social et viable au plan économique
- Soit **certifié PEFC** (Pan European Forest Certification), reconnaissant également une gestion forestière durable dont les critères sont plus économiques qu'écologiques et sociaux, mais offrant toutefois la garantie que le bois n'est pas d'origine illégale

Ou présentant **toutes autres éco-certifications aux critères sociaux et environnementaux équivalents aux 2 labels précités**.

Les labels doivent répondre aux exigences des articles R2111-12 à R2111-17 du Code de la Commande Publique.

L'acceptation d'une proposition qui comporte la certification souhaitée ou équivalente ne retire en rien la responsabilité du fournisseur quant à la qualité de la prestation à fournir.

7.2.2 – Critère « environnemental » de valorisation de l'offre

Comme prévu au règlement de consultation, le niveau d'engagement en faveur du développement durable de l'offre sera évalué sur les points suivants qui permettront au titulaire de valoriser son offre globale à hauteur de **10% dans la notation globale**:

A. Certification préférentielle FSC plutôt que PEFC des bois

Le titulaire pourra valoriser son offre en privilégiant la certification FSC (Forest Stewardship Council) pour les fournitures de bois, notamment pour les enjeux de bois « illégal » : les éco-socio-labels tels que le FSC visent le respect des traités internationaux et des lois du pays. D'autres labels comme le PEFC n'imposent que le respect de la loi en vigueur dans le pays du siège social de l'entreprise qui demande le label.

B. Précaution relative au formaldéhyde – pollution de l'air intérieur

Les matériaux composés de particules de bois (agglomérés) peuvent être dangereux pour la santé en raison des colles synthétiques utilisées pour les agglomérer : ces colles contiennent le plus souvent du formaldéhyde. Ce produit est irritant pour les yeux, la peau et les voies respiratoires. Depuis juin 2004, il est même classé cancérigène certain pour l'homme, au même titre que le benzène, par le Centre international de recherche sur le cancer (Circ), qui dépend de l'OMS. Le titulaire pourra donc valoriser son offre par le fait de :

- Privilégier les panneaux de particules contenant de la résine naturelle ou à choisir des matériaux possédant la norme E1. Elle impose des teneurs inférieures ou égales à 8 mg de formaldéhyde pour 100 g de matériau, ce qui correspond à des émissions maximales de 0,124 mg par mètre cube d'air.
- Pour les meubles en agglomérés, privilégier les résines et colles végétales à base d'amidon, par exemple.

C. Marquage CE

Le titulaire pourra valoriser son offre en attestant du marquage CE sur ces fournitures de bois. La norme NF EN 15228 (mai 2009) spécifie les exigences du marquage CE pour les bois de structure traités contre les attaques biologiques. Les bois traités, portant ce marquage, sont analysés et contrôlés régulièrement. Il s'agit de :

- valider les exigences en termes de résistance aux agents pathologiques
- vérifier les origines et les quantités de substances actives
- attester de la réaction au feu et de la rigidité du bois.

D. Certification CTB-B+ ou équivalence

Le titulaire pourra valoriser son offre en attestant de la certification CTB-B+ sur ces fournitures de bois. Délivrée par le FCBA, l'institut technologique français référent dans le secteur du bois, la certification CTB-B+ (démarche volontaire du fabricant) s'applique aux bois utilisés comme produits de construction, y compris les bois ronds et les ouvrages de génie civil. Elle valide l'aptitude à l'emploi du matériau bois en termes de durabilité et de sûreté, en fonction de la classe du bois et donc de sa destination.

Les bois CTB-B+, à essences peu imprégnables à imprégnables, ont reçu des produits de traitements certifiés CTB-P+ (démarche volontaire du fabricant). Cette certification atteste de la conformité du produit et de son aptitude à l'emploi en termes d'efficacité, de santé et d'environnement, et cela pour au moins 10 ans.

E. Transport

Le bois doit être acheminé de l'exploitation forestière au site d'exécution du marché ou de livraison des fournitures par **un moyen de transport ayant un impact minimal sur l'environnement**.

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Toutes ces informations devront figurer explicitement dans le mémoire technique transmis par le titulaire. Le titulaire retrouvera l'ensemble de ces éléments de valorisation dans le sous-critère 3 – « développement durable » des critères d'attribution de l'offre dans le règlement de consultation.

Les éléments figurant dans le mémoire technique engagent le titulaire dans l'exécution des prestations sous peine de pénalités prévues à l'article 13.2 du présent CCP.

ARTICLE 8 - EMISSION ET ATTRIBUTION DES COMMANDES

8.1 – Obligations des parties liées à l'émission des bons de commande

8.1.1 - Obligations du pouvoir adjudicateur

La personne chargée de la conduite du marché fait établir les bons de commande et les transmet par **voie électronique** au titulaire.

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG, l'envoi par voie électronique déclenche la procédure de commande.

8.1.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire doit :

- Confirmer sous vingt-quatre (24) heures et par écrit la réception de la commande envoyée par voie électronique et se conformer aux prescriptions des bons de commandes établis par la personne chargée de la conduite du marché ;
- Respecter les délais de livraison contractuels indiqués notamment à l'article 9.1 du présent CCP ;
- Respecter et faire respecter par son personnel les procédures de contrôle d'accès à l'EPML ainsi que l'obligation de discrétion qui lui incombe ;

8.2 – Emission des commandes

Les fournitures seront commandées par le représentant du pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins sur la base des prix définis dans le bordereau de prix unitaires (B.P.U.) complété par le titulaire ou à défaut sur la base des prix définis dans le(s) catalogue(s) ou le(s) devis fourni(s) par le titulaire, au moment de la remise de son offre, ou en cours d'exécution du marché.

Les bons de commande établis et adressés au Titulaire mentionnent :

- la date ;
- l'identification du Titulaire ;
- la référence du marché ;
- le cas échéant, la référence du devis préalable² ;
- le numéro du bon de commande qui devra par suite être rappelé sur la facture et le bon de livraison par le titulaire ;
- la désignation des fournitures à livrer et les quantités ;
- le lieu et le délai de livraison ;
- les précisions éventuelles concernant les conditions de livraison ;
- le montant H.T. de la prestation ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant T.T.C.

Les bons de commande pourront être adressés jusqu'au dernier jour de validité du marché, et ce pour un délai d'exécution fixé trois (3) mois au plus tard après cette date limite de validité du marché.

8.3 - Substitution des produits

Le titulaire a l'obligation d'assurer un suivi de l'ensemble des produits figurant au BPU.

En cas de suppression de produits, une proposition de substitution est adressée par le titulaire à l'EPML. Le bois de remplacement doit présenter des qualités techniques et esthétiques analogues à celles du bois remplacé.

A l'appui de sa proposition de remplacement, le titulaire devra fournir la fiche technique du produit proposé en remplacement et, à la demande du musée, un échantillon de nature à prouver la qualité du bois proposé.

ATTENTION : toute modification ou substitution est subordonnée à l'accord du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les nouveaux produits, comme définis ci-dessus, sont introduits dans le marché, sans qu'il soit besoin d'établir un avenant, par un additif cosigné par le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article 8.4 ci-après.

En tout état de cause, le pouvoir adjudicateur reste libre d'accepter ou de refuser ces nouveaux articles et d'exiger la continuation du marché aux conditions initiales s'il estime que ces nouveaux produits ne permettent pas d'assurer une exécution satisfaisante.

8.4 – Ajout de nouvelles références dans le BPU (dites « commandes spécifiques ») – Prix nouveaux

L'EPML se réserve exceptionnellement la possibilité de commander des produits ne figurant ni dans le BPU, ni dans le ou les catalogue(s) du titulaire.

En cas de commande de ce cas dites « spécifique » ne concernant ni les produits figurant dans le BPU ni ceux figurant dans le catalogue, l'EPML adresse au titulaire une demande de devis par courrier ou courriel.

Dans un délai maximal de cinq (5) jours ouvrés à compter de la réception du courrier ou du courriel, le titulaire envoie son devis à la personne assurant la conduite du marché.

Le devis doit contenir les mentions suivantes :

- L'identité du titulaire (adresse du titulaire, nom de la personne en charge de la conduite du marché) ;
- Le descriptif des fournitures, objet du devis ;
- Le montant total HT du devis ;
- Le montant TTC du devis ;
- La référence du marché ;
- L'identité de la personne qui a demandé le devis : coordonnées exactes du service ou atelier qui émet la commande, nom du chef d'atelier si possible.

² Pour des commandes spéciales/exceptionnelles (cf article 8.4 du présent cahier des clauses particulières) ne correspondant à aucune ligne du BPU, ni à aucune référence du catalogue, le titulaire doit, à partir de la demande émise par l'EPML, établir dans un délai de 5 jours ouvrés un devis.

Les prix ainsi définis font l'objet d'un additif au bordereau de prix unitaires signé des deux parties, sans nécessité de conclure un avenant.

Attention : L'ajout de nouvelles références ne pourra être réalisé que sous réserve que les fournitures concernées soient effectivement liées à l'objet du présent contrat.

Si le titulaire n'est pas en capacité de répondre pas à la demande, l'EPML se réserve le droit de passer commande hors marché conformément à l'article 18 du présent CCP.

8.5 – Défaillance du titulaire

En cas de défaillance du titulaire, l'EPML se réserve le droit de passer commande hors marché selon l'article 18 du présent CCP .

Par défaillance du titulaire, on entend son incapacité à exécuter la prestation commandée par l'EPML. Son incapacité à exécuter la prestation commandée peut être constatée, notamment dans l'une des situations suivantes :

- Lorsque le titulaire n'est pas en mesure de livrer les fournitures demandées, outre les cas de force majeure, notamment en raison d'indisponibilités de stock ;
- Lorsque suite à une commande déclarée non-conforme, l'EPML rejette les fournitures³ ;
- Lorsque suite à une décision d'ajournement⁴, le titulaire n'a pas procédé à la livraison des fournitures conformes dans un délai de quarante-huit (48) heures ou que la livraison n'est toujours pas satisfaisante ;
- Lorsqu'en cas d'ajout de nouvelles références au BPU, le titulaire n'est pas capable de répondre à la demande de devis ou ne fournit pas un produit de substitution conforme aux attentes de l'EPML.

Nb : ce cas de défaillance ne donne pas lieu à une résiliation.

A partir de trois défaillances du titulaire, l'EPML se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions définies à l'article 19 du présent cahier des charges.

Seuls les trois premiers cas de défaillance peuvent donner lieu à une résiliation.

ARTICLE 9 - MODALITE DE LIVRAISON DU BOIS

9.1 – Délais de livraison

Dans le cadre des fournitures listées au sein du bordereau des prix unitaires ou sein de son catalogue, le titulaire s'engage sur un **délai de livraison de trois (3) jours ouvrés maximum à compter de la date d'émission du bon de commande.**

Pour les commandes à caractère spécifique (hors BPU, hors catalogue) telles que définies à l'article 8.4 du présent cahier des charges, le titulaire s'engage sur un **délai de livraison de quatre (4) semaines maximum.**

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG-FCS, le délai court à compter de l'envoi du bon de commande par voie électronique.

Ces délais sont contractuels, leur non-respect fait courir les pénalités définies à l'article 13 du présent CCP.

Le titulaire est tenu de confirmer à la personne chargée de la conduite du marché, **au minimum 24 heures à l'avance** et par voie électronique (e-mail), **la date et l'heure de livraison.**

9.2 – Adresse de livraison

³ Cf. article 10 du présent cahier des clauses particulières - « Vérifications et admission des fournitures »

⁴ *ibid*

Les fournitures seront livrées à l'adresse suivante :

**Etablissement Public du Musée du Louvre
Aire de livraison
Avenue du général Lemonnier
75058 Paris Cedex 01**

Les jours et heures d'ouverture de l'aire de livraison sont les suivantes :

Du lundi au vendredi de 7H à 17h⁵.

Les fournitures sont livrées par camion selon les indications du bon de commande.

Les livraisons égarées du fait de la négligence du titulaire, notamment lorsque les fournitures ne sont pas livrées à l'adresse indiquée ci-dessus en raison d'une erreur du titulaire, sont à la charge de celui-ci et ne peuvent faire l'objet d'une facturation.

Une nouvelle livraison sera effectuée par le titulaire et cela sans aucune surfacturation possible.

9.3 – Conditions de livraison, de transport et d'emballage

L'emballage, le transport jusqu'à l'aire de livraison des fournitures seront à la charge exclusive du titulaire. L'EPML ne fournira aucun matériel au titulaire pour ces opérations.

9.3.1- Conditionnement, emballage et transport du bois livré

Au risque d'être refusées aux torts du titulaire, les livraisons doivent obligatoirement être accompagnées d'un bon sur lequel apparaissent :

- La **référence de la commande** : le nom du titulaire du marché, numéro de marché, numéro de bon de commande ;
- L'**atelier concerné**, si possible le **nom de la personne destinataire du colis** (chef d'atelier), le **nom de son service et l'adresse du service**, ainsi que si possible son numéro de téléphone fixe et/ou portable pour pouvoir le joindre aisément en cas de problème (éléments rappelés dans le bon de commande) ;
- La **date de livraison** ;
- L'**inventaire du contenu du colis** : caractéristiques et quantités des fournitures livrées, c'est-à-dire précisément le nombre de colis, la désignation et la quantité exacte contenue dans chaque colis.

Ce bon de livraison doit être signé par les caristes de l'aire de livraison après réception de la marchandise. **L'original signé du bon de livraison doit être transmis au musée et une copie est gardée par le titulaire.**

Les fournitures doivent être livrées obligatoirement sous film protecteur. **Le titulaire devra s'assurer que l'emballage conditionnant le bois garantit le bon acheminement et sa protection afin d'éviter toute dégradation possible, jusqu'à sa réception à l'aire de livraison de l'EPML.**

Le titulaire est responsable du mode de transport des fournitures.

Toute livraison doit être effectuée sur chariot permettant de maintenir la marchandise debout ou à défaut sur palettes gerbables. **Ces chariots ou palettes gerbables ne peuvent excéder individuellement, une fois chargés, un poids de 800 kg et doivent être déposés au sol de l'aire de livraison.**

Le bon de livraison, doit être mis en évidence sur les palettes ou chariots. Le bon de livraison doit permettre au personnel de l'aire de livraison d'identifier lisiblement et facilement les chariots ou palettes relatives aux fournitures livrées.

Une fois le déchargement de la livraison effectuée par le titulaire dans l'aire de livraison, les marchandises sont prises en charge par les caristes du musée du Louvre.

Le titulaire doit respecter les règles de fonctionnement de l'aire de livraison qui lui seront remises après notification du marché, notamment concernant les opérations de chargement et de déchargement.

⁵ L'aire de livraison ferme à 17 heures, le titulaire doit prendre en compte le temps de déchargement et assurer de son départ de l'aire de livraison à 17h maximum. Aucune livraison ne pourra être reçue après 17 heures.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement et de chargement incombent au titulaire.

9.3.2- Date de livraison

Le prestataire devra convenir d'une **date et heure de livraison** avec la personne en charge de la conduite du marché, **24 heures minimum à l'avance**, et ce par voie électronique (mail) afin que ce-dernier puisse réaliser la demande d'accès au musée pour le titulaire auprès des personnes compétentes.

Le prestataire précisera au moment de la prise de rendez-vous, le nom de la ou des personnes assurant la livraison, le type de véhicule utilisé, le numéro d'immatriculation du véhicule, ainsi que la date et le créneau horaire de stationnement envisagés.

Le stationnement du véhicule à l'aire de livraison ne pourra excéder la durée de la livraison. Aucune place de parking ne pourra être mise à disposition du titulaire.

Même s'il délègue la livraison à une société de transport spécialisée, le prestataire devra s'assurer que la livraison se fasse dans les délais énoncés au paragraphe 9.1 du présent cahier des clauses particulières, et selon les modalités prévues aux articles 9.2 et 9.3 du présent cahier des clauses particulières.

Toute commande ayant été livrée sans que le titulaire n'ait convenu d'une date et/ou d'une heure avec le destinataire du colis donnera lieu à une pénalité forfaitaire de 100 euros, conformément à l'article 13 du présent cahier des clauses particulières.

ARTICLE 10 - VERIFICATION, ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION OU REJET DES PRESTATIONS

L'EPML procède aux opérations de vérification des prestations ainsi qu'à l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations dans les conditions fixées aux articles 27, à 30 du CCAG-FCS.

10.1 - Opérations de vérification

Conformément aux articles 27 et 28 du CCAG/FCS, les opérations de vérification et d'admission des fournitures se déroulent dans les conditions suivantes :

- Les opérations de vérification quantitative simples auront lieu au fur et à mesure des livraisons, par les caristes de l'aire de livraison. Ces-derniers réceptionnent la marchandise, et procèdent dans un premier temps à une vérification quantitative succincte avant de signer le bon de livraison. Les caristes de l'aire de livraison n'assurent qu'une vérification quantitative dans la mesure du possible.
- Une fois la marchandise transmise aux chefs d'ateliers du musée du Louvre, ces-derniers effectuent une vérification quantitative et qualitative, conformément à l'article 28 du CCAG-FCS. La vérification portera sur un contrôle de l'adéquation entre les fournitures commandées et celles qui ont été livrées. Elle portera également sur l'état physique des fournitures reçues.

Les opérations de vérifications sont réalisées dans les conditions prévues au CCAG.FCS toutefois par dérogation à l'article 27.3 dudit CCAG.FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas aviser le titulaire des jours et heures des opérations de vérification, celles-ci pourront donc se dérouler sans le titulaire ou son représentant.

10.2 - Décision après vérification – Réception

L'EPML dispose donc d'un délai global de vingt-cinq (25) jours ouvrés à partir de la signature du bon de livraison pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision au titulaire à compter de l'achèvement des prestations ; sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

Si le musée du Louvre ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné ci-dessus, les fournitures sont considérées comme reçues, avec effet à compter de l'expiration du délai.

Le présent article déroge à l'article 30 du CCAG-FCS.

10.2.1 - Décision d'admission avec ou sans réfaction

Les décisions d'admission avec ou sans réfaction sont prises sous réserve des vices cachés.

Lorsque le chef d'atelier estime que des fournitures ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il peut prononcer une la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée.

Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations. Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze (15) jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de (15) quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

10.2.2- Décision d'ajournement

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point, dans un délai de quinze (15) jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification de la décision d'ajournement.

Par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS, cette décision d'ajournement invite le titulaire à présenter à nouveau à l'EPML les fournitures conformes, dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures ouvrées.

Si passé ce délai, le titulaire n'a pas livré les fournitures conformes à la commande, alors il est déclaré défaillant conformément à l'article 8.6 du présent cahier des clauses particulières. Dans ce cas, l'EPML fait appel au titulaire suivant selon le tour de rôle établi.

10.2.3- Décision de rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les fournitures ne peuvent pas être admises en l'état, il en prononce le rejet.

Les décisions de rejet ne peuvent être prononcées qu'après que le titulaire a été mis en mesure de présenter ses observations. Il dispose à cet effet de sept (7) jours ouvrés à partir de la réception de la décision de rejet.

En application de l'article 30.4.3 du CCAG/FCS, le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées.

Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'acheteur, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Les livraisons refusées par l'EPML pour cause de non-conformité, ne pourront faire l'objet d'une facturation.

Le fournisseur devra alors reprendre à ses frais, l'ensemble du bois non conforme.

La responsabilité du titulaire est dégagée dans les conditions suivantes :

- Lorsque la dégradation des fournitures n'est pas de son fait ;
- Lorsque la livraison n'est pas effectuée en raison d'un cas de force majeure ;
- Lorsque la non-conformité de la livraison résulte d'une erreur du pouvoir adjudicateur ou du prestataire en charge de la gestion de l'aire de livraison.

ARTICLE 11 - AVANCE - PRIX – VARIATIONS DES PRIX

11.1 - Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix figurant au BPU sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

11.2 - Régime des prix

Prix du bordereau de prix unitaires

Les prix unitaires définis au BPU sont réputés établis sur la base des conditions économiques connues au mois de remise de l'offre par le titulaire (Mo).

Ces prix demeurent inchangés durant la première année d'exécution du marché.

Par la suite, ces prix sont révisés annuellement (par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-FCS) au mois d'anniversaire de la date de notification du marché, dit mois de révision des prix « Mr », selon la formule suivante :

$$Pr = Po [0,30 + 0,70 (Ir-3 / Io)]$$

Dans laquelle :

L'indice I désigne :

- **Pour le bois** : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché - CPF 16.10 - Bois sciés et rabotés - Base 2021. Identifiant INSEE : 010763781⁶.
- Pour les frais de port : Indice CNR LD EA⁷

Po et Pr désignent respectivement les prix en vigueur aux mois « Mo » et au « Mr ».

- L'indice « o » désigne la valeur de l'indice concerné au mois ou au trimestre « Mo » ;
- L'indice « r-3 » désigne la valeur de l'indice concerné à une date antérieure de 3 mois, au mois « Mr » de l'année considérée.

Le titulaire effectue le calcul en mentionnant les mois et années de références, la valeur des indices correspondants, et en détaillant les calculs intermédiaires.

Les calculs intermédiaires et le coefficient applicable sont arrondis à 3 décimales :

- par défaut lorsque la 4ème décimale est comprise entre 0 et 4 ;
- par excès lorsque la 4ème décimale est comprise entre 5 et 9.

Les indices sont consultables sur le site Internet <http://www.insee.fr> et <https://www.cnr.fr>.

Si les indices de référence cessaient d'être publiés, ils seraient remplacés de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

Prix sur catalogues :

⁶ Consultable sur : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010763781>

⁷ <https://www.cnr.fr/espaces/2/indicateurs/5?noContext=1>

Concernant les prix du catalogue, les taux de remise sur les prix du ou des catalogue(s) indiqués au BPU sont définitifs et invariables sur toute la durée du marché, reconductions comprises.

Les prix du catalogue sont ajustables dans les conditions suivantes : chaque nouveau catalogue émis se substitue au précédent, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. La remise initialement consentie par le titulaire s'applique alors sur ces nouveaux tarifs.

11.3 - Promotions

Le titulaire s'engage à faire connaître et à faire bénéficier au musée du Louvre des éventuelles promotions en cours sur les produits listés au bordereau des prix unitaires si les prix qui en résultent s'avèrent plus avantageux que ceux du BPU.

Dans le cas où le titulaire procède à une promotion pour l'ensemble de sa clientèle et que cette promotion concerne les produits objet du présent marché, l'EPML bénéficie de cette offre. Si les prix des produits en promotion sont inférieurs au prix net remis accordé à l'EPML, le titulaire est dispensé de faire apparaître une quelconque remise sur les factures correspondantes, et ce, jusqu'à la fin de la promotion. Les factures précisent alors le fait que les prix résultent d'une vente promotionnelle.

11.4 - Avance

Sans objet

ARTICLE 12 - MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

12.1 - Etablissement des factures

Le titulaire émettra, de préférence, une facture par bon de commande portant les indications suivantes :

- L'identification complète du titulaire du marché ;
- L'identification du pouvoir adjudicateur (service qui a émis le bon de commande, adresse du pouvoir adjudicateur) ;
- La référence du marché ;
- La référence/numéro du bon de commande ;
- Le descriptif des fournitures livrées ;
- La date de livraison ;
- Le montant total des fournitures livrées H.T. ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Le montant total T.T.C. ;
- Le type de prix : le titulaire devra indiquer si le prix se rattache aux fournitures listées dans le BPU, dans le catalogue, ou si c'est un prix nouveau ;
- Les révisions éventuelles ;
- Le numéro du ou des bons de livraison signés et datés par le réceptionniste de l'EPML ;
- Les références bancaires complètes telles que précisées dans l'acte d'engagement. En cas de modification d'établissement financier et/ou de numéro de compte, le titulaire doit en avvertir la personne publique dans un délai de 15 jours.

La personne publique se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions, ou si ces dernières sont erronées. Le cas échéant, le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par la personne représentant le pouvoir adjudicateur. Il est notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée.

Dépassé un délai de 30 jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté les modifications

Sont déduites du montant, le cas échéant, les pénalités prévues au présent CCP.

Les paiements seront faits, selon les dispositions prévues à l'article 11.7 du CCAG/FCS et précisées ci-dessous, au compte ouvert au nom du titulaire.

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

- a) Envoyer les documents relatifs au paiement à partir d'un système tiers :
 - par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;

Le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> est un site gratuit, qui permet aussi de suivre le traitement des factures par le pouvoir adjudicateur.

Informations complémentaires : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Assistance pour une facturation dématérialisée :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

- en utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.
- b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL: [Http://chorus-pro.gouv.fr](http://chorus-pro.gouv.fr) aux fins de soit :
 - ✓ déposer ses demandes de paiement sur le portail,
 - ✓ saisir sa demande de paiement directement sur le portail Chorus Pro.

En complément, pour tout connaître sur la facturation électronique, rendez-vous sur le site Internet « Communauté Chorus Pro » à l'adresse <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Vous y trouverez toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre organisation.

Un ensemble de fiches pratiques est à votre disposition :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Vous pouvez retrouver également des tutoriels sur la chaîne YouTube :

<https://www.youtube.com/channel/UCZu7eGQjA6mHF15W7foJzkQ>

12.2 – Paiement, délai de paiement et intérêts moratoires

Il appartient au titulaire de s'assurer de la bonne réception de la demande de paiement.

Le montant des règlements est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur lors du fait générateur.

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'établissement et le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et de son décret d'application n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Conformément au décret n° 2013-269 susmentionné, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

ARTICLE 13 - PENALITES

Le titulaire s'engage à fournir un niveau de qualité de service conforme aux exigences indiquées dans le présent marché. Le titulaire reste intégralement redevable de l'exécution de la prestation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de la pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Si le retard dans l'exécution des prestations était imputable à l'EPML, ou à un cas de force majeure, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée.

Lorsqu'un délai contractuel prévu au présent marché, éventuellement assorti de prolongation de délai conformément aux dispositions des articles 13.3 du CCAG/FCS, n'est pas respecté du fait du titulaire, le titulaire encourt les pénalités pour retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure (par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS), à l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Les dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS ne sont pas applicables : les pénalités s'appliqueront dès le 1^{er} euro.

13.1 - Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

En cas de non-respect du délai de livraison mentionnés à l'article 9.1 du présent CCP et sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le prestataire se verra appliquer des pénalités d'un montant de 100 euros par jour de retard.

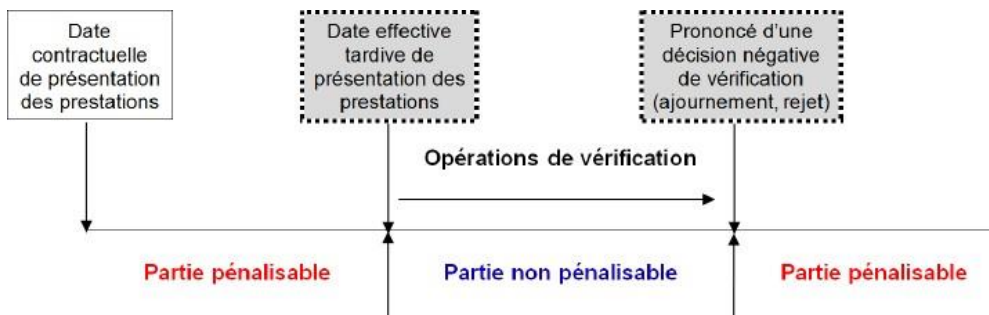
En cas de non-respect du délai de réponse pour une demande de devis mentionnés à l'article 8.1.2 du présent CCP et sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le prestataire se verra appliquer des pénalités d'un montant de 50 euros par jour de retard.

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Toutefois, si le retard dans la livraison des fournitures était imputable au musée du Louvre ou à un cas de force majeure, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

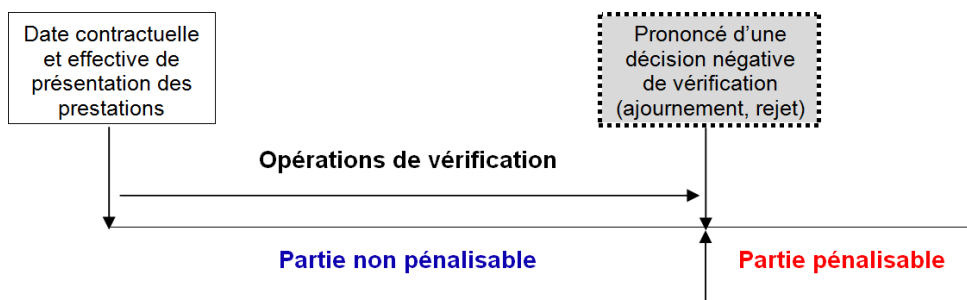
Les principes d'application des pénalités sont les suivants :

- En cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :

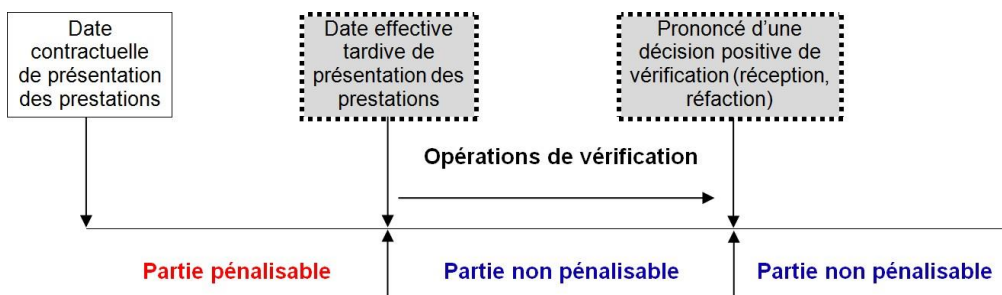


Il est entendu que les deux périodes pénalisables se cumulent.

- En cas de respect de la date de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :



- En cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision positive à l'issue des opérations de vérification :



Les parties pénalisables définies ci-avant sont cumulables. De même, les différents cas de pénalités définis aux articles ci-après sont également cumulables.

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisables des prestations commandées.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente à la prestation souffrant d'un retard sanctionné par l'application de pénalités. L'EPML peut également recouvrer les pénalités par l'émission d'un titre de recettes.

13.2 – Pénalités spécifiques

Conformément à l'article 9.3.2 du présent CCP, dans le cas où le titulaire ne convient pas d'une date et d'une heure de livraison avec le destinataire du colis, il se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 100 euros. Le titulaire et le destinataire conviendront donc d'une date et d'une heure de livraison lors de la commande. Cette information pourra être rappelée, à toutes fins utiles, dans le contenu du bon de commande

13.3 – Pénalités développement durable

En cas de non-respect de l'engagement environnemental du Titulaire tel que présenté dans son offre technique ; ce dernier se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros par manquement constaté.

ARTICLE 14 - CESSION OU NANTISSEMENT

Sur demande expresse du titulaire, il lui sera remis une copie de l'original du contrat certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

Conformément à la loi n°81.1 du 2 janvier 1981 modifiée, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

ARTICLE 15 - GARANTIE

La période et l'étendue des garanties des objets du présent marché sont précisées dans l'offre technique du titulaire.

A défaut, et conformément à l'article 33 du CCAG/FCS, les équipements font l'objet d'une garantie minimale d'un (1) an à compter de leur admission. Cette garantie s'entend pièces et main d'œuvre. Lorsqu'un matériau ou équipement fait l'objet d'une garantie particulière du constructeur une attestation sera jointe.

Cette garantie porte sur tous les défauts visibles ou non des matériaux employés, contre les vices de construction ou de conception et sur le bon fonctionnement des matériels. Le titulaire s'engage à assurer la continuité du bon fonctionnement des matériels et prend à sa charge tous les frais et réparation ou d'échange de matériels pendant toute la période de garantie.

Le titulaire décrit dans son offre les modalités et délais d'intervention permettant de mettre en œuvre la garantie.

ARTICLE 16 - ASSURANCE DU TITULAIRE

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations jusqu'à leur livraison et leur admission dans les locaux de l'administration. En aucun cas le titulaire ne peut se retrancher derrière la défaillance ou la faute de ses préposés, de ses transporteurs, de ses coursiers ou de ses fournisseurs pour atténuer ou supprimer sa responsabilité.

Le titulaire est d'autre part responsable de son matériel et de son personnel qui doit se conformer aux règlements en vigueur au musée du Louvre.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité, auprès d'une compagnie notoirement solvable et agréée par le Ministère de l'Economie et des Finances, dont il produira l'attestation et la copie avant toute notification du marché, par dérogation à l'article 9 du CCAG/FCS.

La police d'assurance couvre :

- ✓ le recours de tiers contre l'Etablissement public du Musée du Louvre.
- ✓ les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution ou de la non-exécution des prestations (à l'égard des tiers, de l'Etablissement Public du Musée du Louvre, de tout organisme auprès duquel le titulaire est appelé à intervenir dans le cadre du marché).

Les polices d'assurances souscrites par le titulaire doivent notamment couvrir, sans exclusions de garantie, les dommages causés aux documents de toute nature confiés au titulaire pour l'exécution des prestations prévues au marché, comme des photographies, documents graphiques, partitions, traductions, reproductions, copies de sauvegarde nécessaires à l'exécution du marché.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les polices d'assurance qu'il a ou aura souscrites.

ARTICLE 17 - CONFIDENTIALITE – ACTIONS DE COMMUNICATION

17.1 - Clause de confidentialité

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG/FCS sont applicables, pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

Compte tenu du contexte particulier du musée du Louvre et notamment de l'aspect sensible des problèmes de sécurité et de sûreté, le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission et notamment à l'égard des médias.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, a reçu de l'établissement public du musée du Louvre communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution du marché ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Le titulaire doit sans délai avertir la personne en charge de la conduite du marché de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres de son personnel.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par ces mêmes personnes. Elle peut également être recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du présent article, la personne représentant le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi, conformément au CCAG (chapitre 7).

17.2 - Actions de communication

Il est précisé que le titulaire ne peut organiser aucune action de communication interne, clients, journalistes de presse écrite généraliste ou professionnelle, de radios ou télévisions, publicité spécialisée ou grand public sur ses réalisations au musée du Louvre, sans avoir saisi l'établissement public du musée du Louvre par écrit quatre (4) semaines au moins avant toute action de communication et obtenu l'accord de ce dernier.

L'établissement public du musée du Louvre se réserve la possibilité d'accepter, de différer, de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée pour des raisons de sécurité ou de confidentialité que l'établissement public du musée du Louvre est seul à même d'évaluer.

17.3 – Protection des données à caractère personnel

17.3.1 Dispositions générales

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

Les données à caractère personnel qui sont demandées au titulaire sont nécessaires pour assurer l'exécution du présent marché. Elles sont destinées au Musée du Louvre, 75058 Paris CEDEX 01, responsable du traitement et pourront être communiquées, pour ces mêmes finalités, aux personnes habilitées à en connaître au sein du Musée du Louvre, ainsi qu'à nos prestataires et partenaires. Ces données ne font l'objet d'aucun flux transfrontière.

Elles sont conservées pendant une durée de trois ans suivant la fin du marché.

Le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, d'un droit à la portabilité des informations qui vous concernent ainsi que d'un droit à la limitation des traitements que le titulaire peut exercer en adressant un courriel à donneespersonnelles@louvre.fr ou en adressant un courrier au Musée

du Louvre à l'adresse 75058 Paris CEDEX 01, en précisant ses coordonnées et en justifiant de son identité par tout moyen.

Le titulaire a également le droit, le cas échéant, d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07, autorité de contrôle en charge du respect des obligations en matière de données à caractère personnel.

Le délégué à la protection des données (DPO) de l'EPML est le cabinet d'avocats Alain Bensoussan Selas, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

17.3.2 Le traitement des données essentielles du marché public

L'EPML est tenu de publier les données essentielles du présent marché sur son profil acheteur, conformément à l'article L. 2196-2 du Code de la commande publique, étant précisé que cette publication rend les données publiques.

A ce titre, l'identification du titulaire est obligatoirement publiée conformément à l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

17.3.3 Le traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles

Dès lors que l'identification du Titulaire constituerait une donnée personnelle (au sens du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), le traitement des données concernées sera réalisé conformément aux dispositions issues de ces mêmes textes.

La licéité du traitement est fondée sur l'obligation légale de publication des données essentielles du marché public, au sens des textes susvisés à l'article 5.2.2.1.

La finalité poursuivie par ce traitement correspond à la mise en conformité avec l'obligation de publication des données essentielles conformément à l'objectif de transparence dans les procédures de passation des marchés publics et à l'ouverture des données en commande publique. Seules les données nécessaires à la poursuite de cette finalité du traitement seront traitées.

Les données seront conservées pour une durée minimale de cinq ans après la fin de l'exécution du marché public sur le profil acheteur à l'exception des données essentielles dont la divulgation serait devenue contraire aux intérêts en matière de défense ou de sécurité ou à l'ordre public.

Les données traitées seront disponibles au public en ligne sur le profil acheteur de l'EPML : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le Titulaire prend à sa charge l'obligation d'information des personnes physiques dont il communique des données personnelles dans le cadre du présent marché. A titre d'information du titulaire, cela concerne notamment les éventuels contacts administratifs, financiers, ou personnes habilitées à engager juridiquement la personne morale. Cette obligation est étendue, si nécessaire, aux sous-traitants.

ARTICLE 18 - EMPECHEMENT DU TITULAIRE A EXECUTER LES PRESTATIONS

Dans le cas où le titulaire se trouve être dans l'impossibilité de fournir les prestations commandées (rupture de stock, défaut d'approvisionnement, cas fortuit ou cas de force majeure...), et dans le cas où il a indiqué par écrit (mail) à la personne en charge de la conduite du marché, son impossibilité d'exécuter la prestation souhaitée, le musée du Louvre se réserve le droit de recourir aux services d'un tiers extérieur de son choix.

ARTICLE 19 – RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au Chapitre 7 "Résiliation" du CCAG/FCS (articles 38 à 45), sous réserve des dispositions ci-dessous.

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 41 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- ✓ en cas d'inexactitude des renseignements fournis au pouvoir adjudicateur au titre des articles R. 2143-3 et R. 2143-6 du Code de la commande publique ou de non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, et après une mise en demeure laissée infructueuse, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 ou aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles ;
- ✓ En cas de violation du secret professionnel et des obligations de discrétion et de confidentialité tels que définis au présent document, et/ou lorsque le titulaire n'a pas pris les mesures de sécurité prévues au titre du présent marché.
- ✓ Dans tous les autres cas prévus au présent document.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire. La résiliation du marché fait l'objet dans tous les cas d'un décompte de résiliation arrêté par l'établissement public du musée du Louvre et notifié au titulaire.

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 20 - DIFFERENDS ET LITIGES

Les correspondances, les documentations, les prestations, les livrables, les comptes rendus, ainsi que les demandes de paiement relatives au marché sont rédigées en français (sauf demande expresse contraire de l'EPML). La langue utilisée pour l'exécution des prestations est le français.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

En cas de litige, seul le droit français est applicable.

Conformément à l'article 46 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler par voie amiable, notamment devant les comités consultatifs de règlement amiable prévus à l'article L.2197-3 du Code de la Commande Publique, les différends éventuels portant sur l'interprétation des stipulations du présent marché ou sur l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, à défaut de solution amiable, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif de Paris, seul compétent pour statuer.

ARTICLE 21 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX (CCAG-FCS 2021)

ARTICLES DU CCP	ARTICLES DU CCAG/FCS
3	4.1 et 4.2.1

8.1.1 et 9.1	13.2.1
10.1	27.3
10.2	30
11.2	10.2.2
13	14.1
16	9